

# Rapport de responsabilité sociétale de Bpifrance

« Servir l'avenir », c'est la traduction du mandat d'intérêt général et de l'obligation de résultat confiés à Bpifrance sur les trois dimensions du développement durable : économique (financer la croissance, l'investissement, l'innovation, la compétitivité, prendre en compte les territoires), sociétal (emploi, ESS) et environnemental (financer la TEE).

Bpifrance contribue à cette ambition en apportant aux entreprises les solutions dont elles ont besoin pour assurer leur croissance et leur développement, et en prenant en compte les grands enjeux de demain comme l'emploi, la transition énergétique, le changement climatique, l'innovation, le dynamisme des territoires, le numérique.

L'action de Bpifrance en matière de Responsabilité Sociétale contribue directement à ces finalités et vise à amener les entreprises à une bonne maîtrise de leurs enjeux en matière Environnementale, Sociale, sociétale et de Gouvernance (ESG), et à les accompagner dans une démarche de responsabilité sociétale adaptée, pour en faire un facteur de compétitivité et de différenciation, en cohérence avec les priorités RSE<sup>1</sup> qu'il s'est fixées : développement de l'emploi, qualité de la gouvernance et du management, promotion de l'entrepreneuriat féminin, transition écologique et énergétique.

Le présent rapport RSE s'inscrit dans une démarche volontaire d'information de ses parties prenantes ; le périmètre couvert est constitué de Bpifrance et de ses filiales métiers directement ou indirectement contrôlées par Bpifrance : Bpifrance Financement, Bpifrance Investissement, Bpifrance Participations, et Bpifrance Régions.

Des précisions sont apportées, en tant que de besoin, à certaines informations ou indicateurs communiqués, lorsqu'ils concernent un périmètre différent ou comportent des spécificités.

## La stratégie de Responsabilité sociétale du Groupe Bpifrance

Bpifrance s'est engagé, aux termes de sa charte validée en 2014, à assumer ses responsabilités en matière économique, sociale et environnementale, en s'attachant à promouvoir et agir en faveur :

- de la qualité de la gouvernance et du management - notamment par l'intégration des femmes ;
- de l'emploi - et plus particulièrement l'emploi des jeunes ;
- de l'entrepreneuriat féminin ;
- de la transition écologique et énergétique - spécialement par l'optimisation de l'utilisation des ressources énergétiques,

tant dans sa gouvernance, son organisation et son fonctionnement, que dans la prise en compte, par les métiers, des enjeux de responsabilité sociétale des entreprises et par l'accompagnement des entrepreneurs dans la mise en place de stratégies et plans d'actions adaptés à leurs situations particulières (sectorielles, de taille, de positionnement...).

La stratégie RSE de Bpifrance repose sur la conviction, confirmée par les études les plus récentes, que la performance RSE crée de la valeur<sup>2</sup>.

Sa responsabilité d'acteur centré sur le financement et l'accompagnement des entreprises est donc de les sensibiliser, dans le cadre de ses interventions et par des actions connexes, aux opportunités d'amélioration de compétitivité, d'innovation, d'accès à de nouveaux marchés, qu'offrent la maîtrise des risques environnementaux et de gouvernance, la bonne gestion des ressources humaines et la prise en compte de leurs impacts de toutes natures.

Tous les moyens de Bpifrance et ses activités exercées par l'intermédiaire de ses filiales sont au service du développement et de la croissance des entreprises, en cohérence avec ces priorités de responsabilité économique, sociale et environnementale.

Cette implication, l'organisation et le modèle économique de Bpifrance ont un impact positif sur les effectifs, la croissance du chiffre d'affaires et la pérennité des entreprises soutenues, ce qui contribue au renforcement économique des territoires et à la cohésion sociale<sup>3</sup>, et répondent de façon satisfaisante aux attentes de ses clients et partenaires : les résultats de l'enquête menée en 2015 par l'institut CSA, de façon anonyme, auprès de plus d'un millier de ceux-ci (entreprises financées et investies, banques, fonds d'investissement, Régions) afin de suivre les attentes des clients et

---

<sup>1</sup> Responsabilité Sociétale d'Entreprise

<sup>2</sup> Une étude publiée par France Stratégie en novembre 2014 examine le lien entre la RSE et la performance économique sur environ 8 500 entreprises françaises, incluant les PME, et chiffre à 13 % le bonus de compétitivité qu'enregistrent en moyenne les entreprises ayant adopté une démarche RSE.

<sup>3</sup> Etude 2015 d'évaluation des actions de Bpifrance

d'élaborer des plans d'actions pour mieux les satisfaire, confortent les orientations stratégiques volontaristes de Bpifrance.

## Gouvernance et organisation du Groupe Bpifrance

Bpifrance contrôle, directement ou indirectement, depuis le 12 juillet 2013, la totalité des structures sociales du Groupe qui exercent les métiers du financement et de l'investissement.

Le conseil d'administration de Bpifrance est composé à parité d'hommes et de femmes, représentant les parties prenantes majeures du groupe Bpifrance ; il est composé de représentants des actionnaires, (l'Etat, la Caisse des Dépôts et Consignations), et des Régions, de trois personnalités qualifiées (deux chefs d'entreprises et le Directeur général, Nicolas Dufourcq), ainsi que de deux administrateurs salariés du groupe Bpifrance.

Les Comités d'Audit et des Risques et les Comités des nominations et rémunérations (le « CNR ») complètent ce dispositif, qui assure la transparence des décisions et le respect de la réglementation.

Le tableau ci-après résume, pour chaque société contrôlée par Bpifrance, les modes de gouvernance en vigueur.

Dénomination	Forme sociale	Instances de direction	Représentant légal	Nombre d'administrateurs	Taux de présence	Nombre Administrateurs majoritaires	Nombre personnes qualifiées	Adm salariés	Comités spécialisés	Parité
Bpifrance SA	SA	CA	Présidence et DG dissociées	15	62%	8	3	2	Comité d'Audit et des Risques ; comité des nominations et rémunérations (CNR)	oui
Bpifrance Financement <sup>4</sup>	SA	CA	PDG	11	72%	6	3	2	Comités d'Audit et des Risques ; comités des nominations et rémunérations (CNR) ; comités métiers Financement-Garantie et Innovation	non
Bpifrance Investissement	SA S	CA	Président	10	75%	6	3	0	CNR	non
Bpifrance Participations	SA	CA	PDG	10	76%	6	3	0	Comités d'Audit et des Risques ; Comités	non

<sup>4</sup> Les administrateurs représentant les actionnaires minoritaires et le Président Directeur Général ont été classés dans les personnalités qualifiées

								d'investissement	
Bpifrance Régions	SA	CA	Présidence et DG dissociées	13	54%		0	0	non

Les règlements intérieurs des conseils d'administration de Bpifrance, Bpifrance Financement, Bpifrance Participations et Bpifrance Investissement précisent le fonctionnement et les prérogatives de chacun de ces conseils d'administration, ainsi que ceux des comités, et comportent une charte d'administrateur, qui définit les devoirs des administrateurs en matière notamment d'assiduité, de confidentialité, et de déontologie.

Le contrôle interne, organisé conformément aux exigences des autorités de tutelle, veille à la régularité et à la conformité des opérations et au respect, par Bpifrance et ses filiales, de leurs obligations réglementaires. Celles-ci sont strictement respectées, notamment en matière d'élaboration et transmission de documents aux autorités de tutelle et agences de notation, consultées en tant que de besoin. Les personnels de toutes les structures sont sensibilisés et formés à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, et exercent leurs activités dans le cadre d'une charte de déontologie commune dont chaque membre du personnel a été invité à prendre connaissance et à s'engager à exercer ses activités en se conformant strictement à ses dispositions.

Le Comité National et les Comités Régionaux d'Orientation<sup>5</sup>, qui représentent toutes les parties prenantes du groupe Bpifrance, sont régulièrement réunis et informés des actions déployées sur les territoires et par les métiers, en cohérence avec les missions d'intérêt général dévolues à **Bpifrance** et les orientations de son plan stratégique.

L'organisation décentralisée autour de 42 implantations, en relation étroite avec les partenaires de Bpifrance et ceux de ses clients. qui repose sur un dispositif structuré de délégations de décisions

L'approche globale des besoins des entreprises et le développement de l'emploi, facteur d'intégration sociale et de dynamisme de la vie économique, sont encouragés par l'intégration de critères spécifiques<sup>6</sup> dans le calcul de la part variable de rémunération des décideurs du Groupe Bpifrance.

## La déclinaison de la stratégie RSE dans les métiers

**Toutes les équipes de Bpifrance** se sont mobilisées, au siège comme en régions, dans le réseau, pour mieux encore soutenir et accompagner les entreprises dans leurs besoins et leur croissance, en France comme à l'international, pour développer l'emploi, soutenir la transition écologique et énergétique, promouvoir la qualité de la gouvernance et du management et l'entrepreneuriat féminin, en s'appuyant sur **les valeurs de Bpifrance** : proximité, simplicité, volonté, optimisme.

**L'organisation** est décentralisée, structurée autour de 42 implantations implantées sur l'ensemble du territoire et les départements d'outre mer ; les entreprises disposent ainsi d'un interlocuteur de proximité sur l'ensemble des métiers, à même de répondre aux besoins de tous les stades de leur développement et de leur apporter une réponse rapide ; un dispositif de larges délégations des pouvoirs de décision permet par exemple, dans le métier du financement, que près de 90 % des décisions -hors innovation- soient prises en région et mises en œuvre rapidement, dans une volonté permanente de proximité et de simplification des processus.

**L'accompagnement de la croissance des entreprises**, première priorité de Bpifrance, a crû sur l'ensemble des métiers : financement et innovation, investissement en fonds propres et activité fonds de fonds, avec un développement marqué des prêts sans garantie et du soutien aux secteurs d'avenir,

<sup>5</sup> Prévus par l'article 6 de la loi 2012-1559 relative à la création de Bpifrance. Le CNO est chargé d'exprimer un avis sur les orientations stratégiques, la doctrine d'intervention et les modalités d'exercice par la société et ses filiales de leurs missions d'intérêt général et sur la mise en œuvre de la transition écologique et énergétique. Les CRO sont chargés de formuler un avis sur les modalités d'exercice par la société anonyme BPI-Groupe et ses filiales de ses missions au niveau régional et sur la cohérence de ses orientations stratégiques avec la stratégie régionale de développement économique. Il adresse ses avis aux organes régionaux de direction de la société anonyme BPI-Groupe.

<sup>6</sup> Evolution du nombre de clients communs aux métiers du Groupe Bpifrance et évolution des emplois des entreprises clientes

avec la mise en place de financements dédiés à l'Economie Sociale et Solidaire et un renforcement des interventions au profit des entreprises de la transition écologique et énergétique.

#### Focus Transition Ecologique et Energétique

2015 a conforté le positionnement de Bpifrance comme « banque de la TEE »<sup>7</sup>, en pointe de la lutte contre le changement climatique.

Le soutien à la TEE, mission-clé au cœur du mandat de Bpifrance, est plus que jamais un impératif d'action publique, s'agissant d'un enjeu global de compétitivité et de soutenabilité de l'économie.

La 21ème Conférence sur le Climat qui s'est tenue en décembre à Paris a constitué un moment fort tant pour les entreprises que pour le secteur de la finance. Bpifrance a notamment organisé au Bourget un évènement sur le thème : « Partout dans le monde, financiers et entrepreneurs agissent pour le climat », où des financeurs et des entrepreneurs de plusieurs continents ont présenté leurs stratégies de financement vert et leurs actions contribuant à la lutte contre le réchauffement climatique ; par ailleurs, dans le cadre de l'exposition publique « Solutions COP21 », qui se tenait au Grand Palais, une table ronde a donné la parole à une start-up et à une grande entreprise pour présenter leurs démarches d'innovations pour le climat et la façon dont elles les financent.

Acteur significatif de l'accompagnement et du financement des entreprises dans la transition écologique et énergétique tant en direct que par son soutien à des fonds dédiés, **Bpifrance** a signé la Déclaration Mondiale sur le Changement climatique, **les engagements de Montréal et de Paris** et la Financial Institutions' Declaration of Intent on Energy Efficiency ; Bpifrance s'est ainsi engagé, comme le Groupe Caisse des Dépôts, à mesurer l'empreinte carbone de son portefeuille coté et à en assurer le suivi en vue de la transition vers une économie bas carbone, et sur une politique charbon.

#### Focus ESS

Bpifrance intervient en complémentarité de l'action de la Caisse des Dépôts et Consignations pour soutenir activement l'Economie Sociale et Solidaire (ESS). Il propose un continuum de financement aussi bien pour stimuler l'innovation que pour donner aux entreprises de l'ESS les moyens financiers pour croître. Ses interventions à destination de l'ESS se déclinent selon deux principales dimensions :

les outils généralistes, les entreprises de l'ESS ayant accès à l'ensemble de la gamme des financements classiques de Bpifrance (financement de l'innovation, prêts et garantie), qui a connu une forte croissance en doublant depuis 4 ans pour atteindre près de 280 M€ en 2015. Bpifrance a par ailleurs nommé des référents ESS dans chaque Direction Régionale afin de diffuser au plus près des territoires ses outils de financement.

Les actions spécifiques à destinations des entreprises de l'ESS, dont la plupart ont quant à elles été déployées en 2015, assurent un continuum de financement pour l'ESS dans le cadre de la mission qui a été confiée à Bpifrance dans la loi qui l'a créé : le Fonds d'Innovation Sociale (FISO) lancé en 2015 et expérimenté dans 9 « anciennes » régions pilotes, qui propose des avances récupérables et des prêts à taux zéro pour financer l'innovation sociale, la garantie de prêts bancaires à destination du monde associatif, les Prêts Economie Sociale et Solidaire - PESS - et Prêt Entreprises et Quartiers – PEQ, lancés mi-2015, pour accompagner les entreprises dans leur développement (53 prêts ont été accordés pour près de 2 M€ en 2015).

L'intégration d'analyses ESG<sup>8</sup> dans les études et décisions de financement a été déployée en début d'année 2015, et est en phase d'appropriation par les équipes. Les formations à la RSE<sup>9</sup> dispensées aux nouveaux arrivants seront élargies à l'ensemble des acteurs du réseau en relation avec les clients et leur écosystème.

L'outil d'aide à l'analyse ESG, conçu avec et pour les équipes d'investissement direct, et une formation en ligne ont été mis à leur disposition, afin de faciliter la prise en compte systématique de ces enjeux, conformément à la politique d'investisseur responsable de Bpifrance. Les équipes de l'activité Fonds de fonds ont quant à elles poursuivi l'intégration systématique de diligences ESG auprès des sociétés de gestion.

<sup>7</sup> En prêts, Bpifrance a maintenu un niveau élevé d'activité avec 970 M€ engagés en 2015 ; les aides à l'innovation aux entreprises des filières de la TEE ont représenté près de 90 M€ en 2015, dont 13 M€ sous forme de prêts à taux zéro innovation (PTZI)

<sup>8</sup> Environnemental, Social, Gouvernance

<sup>9</sup> Responsabilité Sociétale d'Entreprise

Parallèlement à l'offre de produits spécifiques (Prêts Verts, ESS, etc.) et de fonds dédiés (Ecotechnologies par exemple), le dialogue sur la RSE engagé avec les entreprises financées/investies doit conduire à identifier et mieux maîtriser les enjeux et opportunités d'une telle démarche, à définir des axes de progrès, à détecter des opportunités de diminution de coûts, de gains de productivité, d'innovation, de conquête de nouveaux marchés, de mobilisation des collaborateurs, d'anticipation, tous source de performance et compétitivité.

L'enquête annuelle sur les pratiques ESG des sociétés de gestion partenaires et sur la RSE des entreprises investies (tant directement qu'indirectement) a été reconduite pour la 4<sup>ème</sup> année consécutive. Des informations ont ainsi été recueillies auprès de 69 % des sociétés de gestion et 35 % des entreprises en portefeuille<sup>10</sup> (contre respectivement 67 % et 32 % en 2014), et font l'objet, après synthèse, d'une restitution auprès des équipes d'investissement.

L'accompagnement non financier des entrepreneurs constitue le second volet de la responsabilité sociétale de Bpifrance dans sa dimension économique. C'est aussi le principal levier d'action de Bpifrance en faveur de la qualité du management et de la gouvernance, l'une de ses quatre priorités de RSE.

Construite en appui des initiatives portées par d'autres acteurs publics ou par les collectivités territoriales, cette offre s'adresse principalement aux entreprises qu'il finance et vise à leur permettre d'identifier leurs leviers de croissance, organique comme externe, et d'amélioration stratégique ou opérationnelle, d'accéder à des services sur-mesure, de partager leurs savoirs ou bien encore d'accéder à des formations thématiques par la constitution de programmes sélectifs.

Constitué autour d'une offre double, de diagnostics stratégique et opérationnel d'une part, et d'appui en fusion acquisition d'autre part, le pôle Conseil de Bpifrance a réalisé 207 missions en 2015, réparties sur l'ensemble du territoire.

Par ailleurs, Bpifrance Excellence réunit en communauté le premier cercle des clients de Bpifrance. Celle-ci était constituée, à fin 2015, de 3.000 entreprises choisies par les chargés d'affaires en région, dont 1.200 entreprises accueillies au cours de l'année. Tout au long de l'année, les Rencontres Bpifrance ont permis aux chefs d'entreprise de la communauté Bpifrance Excellence de se rencontrer et d'échanger, notamment lors des 26 événements régionaux mais aussi au sein d'événements thématiques organisés par l'équipe Bpifrance Excellence ou directement par les membres de la communauté au sein du Business Lounge.

Bpifrance Excellence a également intensifié son partenariat avec Bpifrance Université permettant à nos membres de bénéficier de formations de haut niveau au sein de structures telles que HEC, Kedge, EM Lyon. En 2015, ce sont ainsi 23 sessions de formation et 345 membres qui ont bénéficié de ce dispositif.

Les formations réunies sous le label Bpifrance Université en 2014 permettent aux entrepreneurs de travailler et d'échanger entre pairs sur les principaux enjeux de croissance de leurs entreprises. En 2015, 410 entreprises ont participé aux 31 formations dispensées par Bpifrance Université.

Bpifrance organise aussi des ateliers thématiques, animés par des experts, au sein de ses locaux afin de répondre, notamment, aux besoins exprimés au sein de la communauté Bpifrance Excellence et aux demandes spécifiques des équipes opérationnelles du groupe et de favoriser le partage d'expérience et les échanges entre pairs. En collaboration avec la Direction de l'Innovation et quelques directions régionales pilotes, un dispositif de coaching au pitch des entreprises innovantes, « Pitch & Win », a été mis en place.

2015 a aussi été l'année du lancement de deux nouvelles activités, une plateforme de E-learning ([www.bpifrance-universite.fr](http://www.bpifrance-universite.fr)), accessible à toutes les entreprises, et l'Accélérateur PME. 60 PME ont participé à ce programme d'accompagnement sur 24 mois, dont l'objectif est d'accélérer leur croissance

Quant à Bpifrance Université E-learning, il s'agit d'une plateforme de formation en ligne dédiée aux dirigeants d'entreprise. Elle met gratuitement à disposition des vidéos courtes, interactives et consultables en continu depuis un ordinateur comme un smartphone. Les thèmes traités concernent la gestion et le développement de l'entreprise et sont renforcés au fil de l'eau.

Lancé courant 2015, cette plateforme E-learning totalise d'ores et déjà 62 vidéos en ligne, 7.400 inscrits pour 900 heures de formation.

Le programme de formation-action collective de dirigeants d'entreprise, qui leur permet de concevoir et mettre en œuvre leurs propres stratégies et plans d'actions de développement responsable, s'est poursuivi en 2015, avec la fin d'une session engagée en 2014 et le démarrage d'une nouvelle.

Enfin, « Le Hub Startup » offre à 10 Start-Ups innovantes en phase de commercialisation un service d'hébergement et d'accompagnement focalisé sur le business développement et l'international, pour booster leur développement, au sein des bureaux parisiens de Bpifrance. Les sociétés sélectionnées

---

<sup>10</sup> Soit plus de 1000 entreprises sur les 3000 en portefeuille

pour « le Hub Startup » reçoivent un accompagnement sur-mesure sur une période s'étendant de 6 à 18 mois, selon les objectifs fixés à l'entrée.

L'accès aux investisseurs des entrepreneurs est facilité par des services en ligne : Euroquity et « tousnosprojets ».

En interne, la démarche d'amélioration continue engagée en 2014 s'est poursuivie tout au long de l'année 2015, avec les équipes concernées, dans l'objectif de simplifier les processus et d'assurer leur fluidité au plus grand bénéfice des entreprises et des collaborateurs. De même, la poursuite de l'effort de dématérialisation des documents et le lancement d'un vaste projet de digitalisation de Bpifrance s'inscrivent dans cette volonté permanente de simplification des processus.

## La responsabilité sociétale dans le Groupe Bpifrance

### Ressources humaines

Après 2014, première année complète suite à la construction du Groupe Bpifrance, l'exercice 2015 a fait l'objet d'un renforcement du socle social et du rapprochement entre les entités du groupe. La mise en place du statut social unique pour Bpifrance Investissement au 1er janvier 2015 a constitué une étape structurante. L'instauration de négociations au niveau du Groupe, comme pour un accord cadre visant la Qualité de Vie au Travail et des négociations thématiques à venir en 2016, ainsi que la mise en place du SIRH commun au 1er janvier 2015 sont autant d'éléments qui sont venus consolider la construction sociale du Groupe.

L'année 2015 a également été marquée par un effort considérable de renforcement des équipes pour accompagner la forte croissance de l'entreprise sur l'ensemble de ses métiers. Cette politique de recrutement a permis d'attirer les talents et les compétences à la hauteur des besoins du réseau et des fonctions du siège, tant pour les filiales Financement qu'Investissement.

A fin 2015, le Groupe compte ainsi 2298 collaborateurs en activité en CDI représentant 2.190 équivalents temps plein, soit une hausse de 7% par rapport à 2014.

Cet effectif est constitué à plus de 80% de cadres avec plus de 60% des collaborateurs dans le réseau commercial et en supports métier, permettant à Bpifrance de poursuivre l'objectif d'être un partenaire de proximité et un acteur intégré dans le tissu économique local.

Quelques éléments et chiffres-clés retracent la politique de ressources humaines de Bpifrance en 2015 :

- Un niveau de recrutement historique encore plus important qu'en 2014, avec 282 recrutements en CDI. Par ailleurs, Bpifrance a continué à accentuer son effort dans l'accompagnement et la montée en compétences des jeunes en formation par l'intermédiaire de sa politique Ecoles et Université. Ainsi, plus de 200 étudiants ont été accueillis en 2015 dans le cadre de contrats d'alternance et de stages de fin d'études.

- Un effort accru d'intégration des nouveaux arrivants via les « Welcome Aboard Days » pour Bpifrance Investissement et les stages nouveaux arrivants chez Bpifrance Financement.

- Un âge moyen des collaborateurs Bpifrance, en-dessous de 43 ans, qui ne cesse de rajeunir, avec une transformation de sa pyramide des âges et grâce à une politique active auprès des écoles et des universités, permettant d'identifier et d'intégrer les jeunes talents de demain.

- Un taux de turn-over qui progresse mais qui demeure encore faible, à 1,6%, illustrant à nouveau le niveau d'engagement et de fidélisation des collaborateurs de l'entreprise. Néanmoins, un point d'attention sur les jeunes talents de 4/5 ans d'ancienneté.

- Une politique RH qui continue de mettre la diversité et l'égalité professionnelle des femmes et des hommes au centre de sa stratégie, dans le cadre de plans d'actions adaptés, et s'appuie sur un dialogue social nourri, qui a donné lieu à la signature de 19 accords<sup>11</sup> sur l'année, dont, pour Bpifrance, un accord sur le dialogue social et un sur la qualité de vie au travail.

Enfin, au cours de l'exercice 2015, Bpifrance a poursuivi une politique de formation soutenue, consacrant 4% de la masse salariale à sa politique de formation. Environ 54.000 heures de formation

---

<sup>11</sup> 2 Bpifrance, 10 Bpifrance Financement, 7 Bpifrance Investissement

ont été dispensées et, cette année encore, plus de 80% des collaborateurs ont suivi au moins une formation dans l'année.

### Gestion des impacts environnementaux des activités

La Direction des Moyens Généraux assure la gestion des implantations du siège et du réseau, ainsi que des moyens logistiques de l'ensemble du Groupe Bpifrance depuis la fin de l'année 2013.

Ce pilotage opérationnel, coordonné avec l'ensemble des directions, garantit l'homogénéité et le respect des politiques définies et optimise les choix réalisés, qui bénéficient à l'ensemble des parties prenantes concernées, sur l'ensemble des sites et des opérations logistiques (achats des consommables, flotte de véhicules, déplacements...).

La mesure des impacts environnementaux des activités, qui résultent essentiellement des consommations d'énergie des implantations, de la consommation de papier et des déplacements des collaborateurs, a ainsi été élargie à l'ensemble des composantes du Groupe, afin de mettre en place des mesures de réduction des impacts destinées à lutter contre le changement climatique.

Bpifrance mène une politique d'achats responsables (papier éco labellisé, copieurs économes en énergie, flotte de véhicules émetteurs de moins de 120g de CO<sub>2</sub><sup>12</sup>), et vise à l'amélioration continue de son empreinte environnementale, afin de limiter au maximum ses rejets dans l'air, l'eau et le sol.

Les impacts directs de ses activités sont sans incidence constatée en matière de nuisances sonores, de pollution ou érosion des sols ou de biodiversité. Aucune provision ou garantie pour risques en matière d'environnement n'a été constituée en 2015.

La procédure des achats invite les collaborateurs concernés à acheter « responsable » en privilégiant les produits éco conçus, en interrogeant les fournisseurs sur leurs politiques RSE, et en veillant à la transparence des pratiques, sans que pour autant les contrats passés avec les fournisseurs excèdent les dispositions réglementaires en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail, ainsi que de protection de l'environnement. Le recours à la sous-traitance est marginal, et n'a suscité aucune action spécifique en faveur des droits de l'homme eu égard à la nature et la localisation des activités.

L'immeuble « Le Vaisseau », qui abrite le siège social à Maisons Alfort (94), certifié «HQE bâtiment tertiaire en exploitation » en 2014, fait l'objet de travaux d'amélioration continue, destinés notamment à améliorer sa performance énergétique : le remplacement des réglettes d'éclairage par des modèles plus économes a été terminé, dans les parkings notamment, et le remplacement des cloisons de séparation des bureaux sur les couloirs par des cloisons vitrées a été engagé.

Les surfaces créées ou sites déménagés ou créés sont systématiquement équipés d'éclairages basse consommation et à détecteur de présence, et des matériaux acoustiques performants sont utilisés pour les barrières phoniques entre bureaux, les interventions au cas par cas étant réalisées dans la volonté de meilleures performances (climatisation du site de Paris par exemple).

L'audit énergétique a été effectué avant le 5 décembre 2015 comme le prévoyaient les textes réglementaires, et les préconisations d'amélioration seront étudiées en 2016 pour mise en œuvre le cas échéant.

Les actions de sensibilisation des collaborateurs se sont par ailleurs poursuivies dans le courant de l'année, avec notamment, le passage en recto verso du parc de copieurs des implantations en région et la poursuite et l'élargissement de la politique de dématérialisation des relations contractuelles avec les clients.

---

<sup>12</sup> A une exception près

## Indicateurs RSE

- Indicateurs complémentaires ressources humaines Bpifrance

Evolution des effectifs au 31 décembre <sup>13</sup>		
	2015	2014
Effectif total	2301	2163
Dont CDI *	2298	2152
Dont CDI Bpifrance Financement	1955	1853
Dont CDI Bpifrance Investissement	343	299
Dont cadres	1920	1820
% de cadres	83%	84 %

Départs hors détachés					
2015			2014		
Nombre	dont CDI	dont licenciements	Nombre	dont CDI	dont licenciements
143	136	18	118	108	9

Montant des rémunérations <sup>14</sup> (en euros)		
2015	2014	Evolution
141 001 284	128 461 282	10 %

Réunions des instances représentatives du personnel		
	2015	2014
Comité d'entreprise	29	32
Délégués du personnel	24	24
Organisations syndicales et délégués syndicaux	27	29
Comité d'hygiène et sécurité	12	19

<sup>13</sup> Nombre de CDI, CDD, dont détachés et congés sans solde, à temps plein ou partiel aux 31/12/2015 et 2014, hors CFC et stagiaires

<sup>14</sup> Masse salariale brute sociale de la DADS

- Indicateurs environnementaux

## ENERGIE et émissions de CO<sub>2</sub>

Les consommations d'énergie sont mesurées sur l'ensemble des implantations. Bpifrance occupe la totalité du siège social depuis le début de l'année 2015<sup>15</sup>, passant ainsi de 21 555m<sup>2</sup> à 27 989m<sup>2</sup> (+30%), ce qui explique l'augmentation des consommations sur le site. Parallèlement, les surfaces occupées sur les autres sites ont augmenté de 7%, soit 3200m<sup>2</sup>.

A noter par ailleurs que les données ci-après appellent quelques précisions et commentaires :

- Les données de consommations en kWh 2014 ont été corrigées d'une erreur de saisie portant sur un peu moins de 200 000 kWh
- Les données de consommation prennent en compte une évaluation de la consommation de gaz, sur une période de deux mois pour un site, et ne prennent pas en compte, pour deux sites en région, les consommations d'électricité, en l'absence de factures reçues du fournisseur; mais leur impact au regard du volume global est marginal<sup>16</sup>.
- Les facteurs d'émission ont été modifiés pour appliquer ceux de la Base Bilan Carbone ; cette modification a été par cohérence appliquée à l'année 2014

CONSOMMATIONS D'ENERGIE sur les implantations immobilières <sup>(1)</sup>			
(kWh)	2015	2014	Evolution
SIEGE SOCIAL (Le Vaisseau)	5 008 536	4 427 944	+13,1%
<i>Ramenée au m<sup>2</sup> occupé</i>	<i>179</i>	<i>205</i>	<i>-12,9%</i>
AUTRES IMPLANTATIONS	2 813 327	3 300 959	-14,8%
<b>TOTAL</b>	<b>7 821 863</b>	<b>7 728 503</b>	<b>- 5,6%</b>
<i>Ramenée au m<sup>2</sup></i>	<i>98,7</i>	<i>111</i>	<i>-11,1%</i>

EMISSIONS DE CO <sub>2</sub> (en kg <sub>éq</sub> CO <sub>2</sub> ) liées à la consommation d'énergie facturée <sup>17</sup> sur les implantations immobilières <sup>(1)</sup>			
	2015	2014	Evolution
Emissions de CO <sub>2</sub> Siège social (Le Vaisseau)	504 786	428 537	+17,8%
AUTRES IMPLANTATIONS	261 990	297 612	-12%
<b>TOTAL</b>	<b>766 776</b>	<b>726 150</b>	<b>5,6%</b>
<i>Ramenées au m<sup>2</sup></i>	<i>9,7</i>	<i>10,4</i>	<i>-7,3%</i>

<sup>15</sup> Une partie des locaux était antérieurement louée à une autre organisation.

<sup>16</sup> Il s'agit des sites d'Amiens pour le gaz, et de Valence et de bureaux loués à Maisons Alfort pour l'électricité,

<sup>17</sup> Ces données correspondent aux données facturées des consommations d'électricité (kWh) et de gaz (kWh PCS) auxquelles des facteurs d'émissions (source Base Carbone) ont été appliqués. La consommation de fuel, non significative, n'est pas prise en compte dans le calcul.

## Déplacements professionnels :

Les émissions de CO<sub>2</sub> résultant des déplacements professionnels augmentent globalement de près de 14%, de façons dissociées selon les modes de transport utilisés ; l'augmentation la plus forte porte sur le transport aérien, et résulte d'une part, de la convention qui a réuni l'ensemble du réseau des chargés d'affaires, et d'autre part, de l'accroissement de l'activité à l'international, en accompagnement des entrepreneurs mais également en missions d'ingénierie et d'assistance auprès d'institutions étrangères, pour la mise en place de systèmes d'analyse et de gestion de garantie ou d'aides à l'innovation, sur les modèles développés par Bpifrance.

EMISSIONS DE CO <sub>2</sub> (en kg <sub>éq</sub> CO <sub>2</sub> ) résultant des déplacements professionnels Bpifrance <sup>18</sup>						
	Bpifrance Financement		Bpifrance Investissement		TOTAL (dont Bpifrance)	EVOLUTION Bpifrance 2015-2014
	2015	2014	2015	2014	2015	
TRAIN <sup>19</sup>	17500	17463	9491	8611	27032	+3,3%
AERIEN	527100	430351	293561	199852	832260	+29,2%
Flotte véhicules	1364216	1331180	143013	71672	1507229	+7,4%
Taxis/Locations	4258	5810	3306	8401	7564	-46,8%
<b>TOTAL</b>	<b>1913074</b>	<b>1784804</b>	<b>449371</b>	<b>288536</b>	<b>2376100</b>	<b>+13,8%</b>

## PAPIER

Consommation de papier <sup>20</sup> (tonnes) Bpifrance SA			
	2015	2014	Evolution
Bpifrance Financement	124,6	126,9	-1,8%
Bpifrance Investissement	15,5	15,8	-1,3%
<b>TOTAL</b>	<b>140.1</b>	<b>142,7</b>	<b>-1,8%</b>

La consommation de papier diminue de 1,8% en 2015, par rapport à 2014, sur le périmètre de Bpifrance. La faiblesse de cette diminution, malgré les mesures de sensibilisation des collaborateurs, notamment à l'occasion du paramétrage en recto verso par défaut de l'ensemble des copieurs des implantations en région en juin 2015, après celles du siège social en juin 2014, incite à accélérer les campagnes de sensibilisation et le chantier de dématérialisation afin de limiter les impacts de l'évolution du volume d'activité sur les consommations de papier.

<sup>18</sup> Hors utilisation de véhicules personnels, de location, et hors déplacements par rail hors SNCF.

<sup>20</sup> Papier d'impression et de reproduction, hors papier à en-tête et travaux confiés à des imprimeurs

## EAU

Le périmètre mesuré est toujours limité à la consommation d'eau du siège social à Maisons Alfort, les modalités de facturation constatées sur les autres sites ne permettant pas de disposer des données. La consommation d'eau relevée, ramenée au m<sup>2</sup> occupé par Bpifrance, est en diminution de 4% en m<sup>3</sup>, résultat, sur cet exercice, des mesures déployées progressivement sur tout l'immeuble en 2013 et 2014.<sup>21</sup>

EAU			
	2015	2014	Evolution
Consommation relevée en m <sup>3</sup>	11 726	9 392	+25%
Surface occupée	27 989	21 555	+30%
Consommation en m <sup>3</sup> par m <sup>2</sup>	0,42	0,44	- 4%

## DECHETS

Le périmètre mesuré est toujours limité au siège social à Maisons Alfort.. Une étude des modalités de tri et de suivi des déchets sur les autres sites, en fonction des modalités de leur utilisation et de l'organisation des locaux, sera réalisée sur 2016, en vue de l'élargissement du périmètre.

DECHETS SIEGE SOCIAL			
Type de déchets (en tonnes)	2015	2014	Evolution
Déchets d'activité	159,96	178,53	-10,4%
Déchets de maintenance	0	0	
Déchets travaux	0	13,68	
TOTAL	159,96	192,21	-17%

% de valorisation des déchets LE VAISSEAU		
	2015	2013
Matière	50	50
Energétique	50	50

<sup>21</sup> Robinets équipés de dispositifs de limitation de débit, chasses d'eau double commande